



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 16/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SÉCHÉ ENVIRONNEMENT

Les Hêtres
CS 20020
53810 Changé

Références : MB/VLF/E/2026
Code AIOT : 0005503739

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'ECOSITE, exploité par le groupe Séché environnement et implanté dans la zone de La Croix Irtelle à La Vraie-Croix (56250). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans une série de visites inopinées réalisées dans le cadre d'une pluviométrie exceptionnelle dans l'objectif de vérifier la bonne adaptation des sites industriels dans la gestion quantitative de l'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOSITE - SÉCHÉ ENVIRONNEMENT
- La Croix Irtelle - 56250 La Vraie-Croix
- Code AIOT : 0005503739
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'ÉCOSITE CROIX IRTELLE est autorisé, par arrêté préfectoral du 27 juin 2025, à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), une plateforme de maturation de mâchefers ainsi qu'un centre de tri haute performance sur le territoire de la commune de La Vraie Croix.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 27/06/2025, article 2.2.6 (partiel)	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 27/06/2025, article 2.2.1	Sans objet
2	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/06/2025, article 2.2.2	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/06/2025, article 3.2	Sans objet
5	Bilan hydrique	Arrêté Préfectoral du 27/06/2025, article 5.1.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modalités de gestion des différentes catégories d'effluents sont bien maîtrisées par l'exploitant et globalement conformes. Une problématique peut néanmoins être relevée concernant le débit de rejet des lixiviats traités au milieu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2025, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : les eaux domestiques, les eaux pluviales externes, les eaux pluviales internes, les eaux de drainage et les lixiviats.
Constats : L'exploitant distingue bien les différentes catégories d'effluents pouvant être produits sur le site : - les eaux pluviales externes, qui transitent via des fossés périphériques entretenus ; - les eaux domestiques envoyées vers la station de traitement des lixiviats ; - les eaux pluviales internes collectées et transitant par des bassins de rétention avant rejet, de

même que les eaux de drainage ;
- les lixiviats collectés, stockés et traités séparément des autres catégories d'effluents moins pollués.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2025, article 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des points de rejet

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1				
Nature des effluents	Eaux pluviales internes Nord				
Exutoire du rejet	Réseau de collecte interne de l'établissement qui rejoint le ruisseau de Saint Christophe <u>Coordonnées ⁽¹⁾ :</u> <table border="1"> <tr> <td>X</td><td>Y</td></tr> <tr> <td>234525,9216 m</td><td>312429,7343 m</td></tr> </table>	X	Y	234525,9216 m	312429,7343 m
X	Y				
234525,9216 m	312429,7343 m				
Débit maximal instantané	10 l/s				
Traitement avant rejet	bassins tampon de décantation , BT3, BT6, BT4				
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur				

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 2
Nature des effluents	Eaux pluviales internes Sud
Exutoire du rejet	Réseau de collecte interne de l'établissement qui rejoint le plan d'eau « Les grandes eaux » <u>Coordonnées ⁽¹⁾ :</u>

	X	Y
	234744,818 m	311612,716 m
Débit maximal instantané	10 l/s	
Traitement avant rejet	Bassin tampon BT5, BT1	
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur (noues d'infiltration)	

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 3	
Nature des effluents	Lixiviats	
Exutoire du rejet	Réseau de collecte interne de l'établissement qui rejoint le ruisseau de Saint Christophe Coordonnées ⁽¹⁾ :	
	X	Y
	234526,0987 m	312429,9573 m
Débit maximal instantané	3 l/s	
Débit maximal journalier	80 m ³ /j	
Traitement avant rejet	Bassins tampons de stockage des lixiviats, traitement biologique en cuves, ultrafiltration, nanofiltration, charbon actif de déconcentration, bassin de stockage des lixiviats traités.	
Mode d'évacuation finale	Milieu naturel récepteur ou recyclage interne au site	

⁽¹⁾ : Système de référence: Coordonnées Lambert II général relevé par géomètre GEOTOPO

Constats :

Le point de rejet N°1 est localisé à la sortie du bassin BT4 vers le ruisseau de Saint Christophe. Ce bassin est équipé au niveau de son point de rejet d'une armoire électrique permettant la collecte de données (débit, pH, conductivité). Le débit est réglé via une vanne manuelle. Ce bassin se déverse dans un séparateur hydrocarbures dont le débit est fixé à 10l/s.

Le point de rejet N°2 est localisé à la sortie du bassin BT1 vers le milieu récepteur via une noue

d'infiltration. Les effluents transitent via un séparateur hydrocarbures avant rejet. L'exploitant indique que le débit du séparateur est fixé à 10l/s. Ce bassin doit subir des travaux d'étanchéification dans le cadre des travaux à mener pour la création du CTHP (Centre de Tri Haute Performance), afin notamment de pouvoir recueillir les potentielles eaux d'extinction incendie.

Le point de rejet N°3 correspond au rejet des lixiviats traités. Il est équipé de la même manière que le point de rejet N°1.

Les points de rejet N°1 et N°3 aboutissent au même endroit.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2025, article 2.2.6 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion quantitative des lixiviats

Prescription contrôlée :

Les lixiviats sont collectés et dirigés vers les filières de traitement prévues à l'article 2.2.2. Après traitement, ils pourront être évacués vers le milieu récepteur en dehors de la période d'étiage allant du 1^{er} mai au 31 octobre, à un débit maximal de 80 m³/jour [...].

Les lixiviats traités sont stockés avant rejet dans un bassin dénommé « bassin lixiviat » d'un volume de 9 600 m³.

La dilution des lixiviats et l'épandage des lixiviats non traités sont interdits.

Les lixiviats traités sont principalement destinés à être utilisés dans la gestion en mode bioréacteur des alvéoles de stockage des déchets ultimes, ainsi que pour l'arrosage des espaces verts et des pistes internes du site en dehors des périodes de rejet pour rabattre les poussières.

En cas d'impossibilité partielle ou totale de rejet ou de ré-utilisation selon les modalités décrites au paragraphe précédent, ceux-ci constituent des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre 5 du présent arrêté.

Constats :

Sur site l'inspection a bien constaté la collecte, le traitement et le stockage des lixiviats traités avant rejet. La consultation de GIDAF a cependant mis en évidence des dépassements du débit de rejet autorisé en décembre 2025, jusqu'à 99m³/jour au lieu des 80 autorisés. Cette situation avait déjà été constatée en début d'année 2025 avec des débits atteignant le double du débit autorisé.

Il convient de noter que l'exploitant avait déposé en 2024 un PAC afin d'augmenter temporairement le débit de rejet des lixiviats traités. Un arrêté préfectoral complémentaire avait autorisé ce débit supplémentaire sur une période de 40 jours avant le 1er mai 2024.

Ces effluents ne font pas l'objet d'un traitement hors site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection constate la récurrence d'une problématique de gestion quantitative des lixiviats en période hivernale pluvieuse. Il convient donc que l'exploitant se questionne sur des modalités de gestion de ces eaux qui permettent de respecter le débit autorisé. Cette réflexion doit s'inscrire dans l'étude d'acceptabilité du milieu récepteur en cours et être explicitée dans le Porter à Connaissance à transmettre à Monsieur le préfet du Morbihan.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 6 mois**N° 4 : Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/06/2025, article 3.2**Thème(s) :** Risques accidentels, Volume de rétention**Prescription contrôlée :**

L'établissement dispose d'une capacité de rétention pouvant recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Les eaux recueillies doivent satisfaire avant rejet aux valeurs limites prévues à l'article 2.2.5 ou à défaut être éliminées .

- si l'incendie a lieu sur une alvéole de stockage de déchets ultimes, les eaux rejoignent le circuit des lixiviats, sont stockées dans les 2 lagunes tampons des lixiviats bruts (3700 et 2 500 m³) et la lagune complémentaire de 4620 m³ puis sont traitées par la station d'épuration du site.
- si l'incendie a lieu sur la plateforme mâchefers, les eaux sont stockées dans la lagune de pré-traitement de la plateforme (900 m³) puis rejoignent le circuit des lixiviats bruts.
- si l'incendie a lieu sur la plateforme de valorisation du biogaz, elles sont dirigées vers la lagune tampon de lixiviat bruts.
- si l'incendie a lieu sur le CTHP ou la plateforme bois, les eaux rejoignent le bassin tampon n°1 des eaux de ruissellement (1 550 m³).

Constats :

Les lagunes et bassins sont dimensionnés pour pouvoir accueillir les eaux d'extinction incendie. L'exploitant indique que les incendies au sein de l'ISDND ne génèrent qu'une faible quantité d'eau d'extinction.

Lors de la visite l'inspection a constaté que les bassins étaient bien remplis mais qu'ils pouvaient encore accueillir une quantité non négligeable d'effluents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bilan hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2025, article 5.1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan hydrique
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, direction et force des vents, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés). Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre. Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.
Constats : Le bilan hydrique est transmis dans le rapport annuel produit dans le cadre de la CSS.
Type de suites proposées : Sans suite